

**PRIMATURE**

-----

**COMITE DE SUIVI ET D'EVALUATION  
DU PLAN NATIONAL D' ACTIONS DE MISE  
EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS  
DES ETATS GENERAUX SUR LA CORRUPTION  
ET LA DELINQUANCE FINANCIERE**

-----

**REPUBLIQUE DU MALI**  
**Un Peuple-Un But-Une Foi**

-----

**TERMES DE REFERENCE DU FORUM SUR LA CORRUPTION  
ET LA DELINQUANCE FINANCIERE  
(23-24 janvier 2014)**

**Janvier 2014**

## I. CONTEXTE

Il n'est point besoin de définir ni de décrire la corruption qui est systémique dans notre pays. Les formes, les manifestations et les conséquences du phénomène ont été suffisamment décrites à travers le monde et récemment au Mali lors des assises des Etats Généraux sur la Corruption et la Délinquance Financière tenus du 26 au 28 novembre 2008 à Bamako.

Les recommandations issues de ces Etats Généraux ont fait l'objet d'un Plan National d'Actions de mise en œuvre sur la période 2009-2013.

Le Conseil des Ministres du 05 février 2009 a pris acte du Plan National d'Actions qui se décline en activités à mener, résultats attendus, indicateurs de résultats, responsables et chronogramme d'exécution.

Un Comité de Suivi et d'Evaluation du Plan National d'Actions de Mise en Œuvre des Recommandations des Etats Généraux sur la Corruption et la Délinquance Financière a été créé par le Décret n°10-350/PM-RM du 30 juin 2010. Ses membres ont été nommés, pour la durée du mandat, par le Décret n°11-021/PM-RM du 25 janvier 2011.

Le Comité a, dans le cadre de l'exécution de ses missions, élaboré son programme d'activités, demandé et obtenu la nomination de points focaux au niveau des différents départements ministériels. Il a, par ailleurs, organisé deux (2) ateliers de mise à niveau et de préparation de la méthodologie de travail avec les acteurs concernés, collecté les rapports sectoriels des départements ministériels et élaboré le rapport d'étape de 2011.

Il est aujourd'hui avéré que ce schéma de travail n'a pas produit les effets escomptés, ceci, compte tenu de plusieurs facteurs dont les insuffisances du Plan National d'Actions, les incohérences entre le Plan National d'Actions et les recommandations issues des Etats Généraux, la non appropriation du Plan National d'Actions par les différents acteurs (points focaux, Société Civile et Secteur Privé) et d'un accompagnement conséquent du Comité de Suivi et d'Evaluation de la mise en œuvre du Plan National d'Actions par les Autorités compétentes (non mise en place du secrétariat technique, de moyens matériels et financiers, etc.).

Le présent Forum vise à remédier aux insuffisances ci-dessus et s'inscrit dans le cadre du nouveau leadership incarné par le Président de la République et le Gouvernement qui placent la transparence, la lutte contre la corruption et la délinquance financière, l'enrichissement illicite et l'impunité au centre du projet de reconstruction de l'Etat.

C'est dans ce contexte et en vue d'actualiser le Plan National d'Actions et son chronogramme de mise en œuvre pour la période de 2014 à 2018 que le présent Forum est organisé.

Enfin, le Forum ambitionne la relecture des textes portant création du Comité de Suivi et d'Evaluation de la mise en œuvre dudit Plan actualisé pour un

meilleur suivi-évaluation de la lutte contre la corruption et la délinquance financière dans notre pays.

## **II. OBJECTIFS**

Les objectifs visés se déclinent comme suit :

**2.1 Objectif global** : actualiser le Plan National d'Actions en vue de le rendre plus opérationnel et renforcer les capacités du Comité de Suivi et d'Evaluation.

### **2.2 Objectifs spécifiques**

- partager avec les différents acteurs une vision commune sur la transparence, la lutte contre la corruption et la délinquance financière, l'enrichissement illicite et l'impunité ;
- recentrer/réorienter le Plan National d'Actions pour une meilleure appropriation par les différents acteurs ;
- mettre les activités en adéquation avec les Recommandations issues des Etats Généraux ;
- budgétiser les activités du Plan National d'Actions ;
- procéder à la relecture des textes portant création du Comité de Suivi et d'Evaluation de mise en œuvre des recommandations des Etats Généraux la Corruption et la Délinquance Financière.

## **III. RESULTATS ATTENDUS**

Les résultats attendus sont les suivants :

- les différents acteurs se sont réappropriés le Plan National d'Actions ;
- les différents acteurs partagent une vision commune sur la transparence, la lutte contre la corruption et la délinquance financière, l'enrichissement illicite et l'impunité ;
- le Plan National d'Actions est recentré/réorienté et actualisé de manière à optimiser sa mise en œuvre ;
- les activités du Plan National d'Actions sont mises en adéquation avec les recommandations des Etats Généraux ;
- les activités du Plan National d'Actions sont mieux programmées et budgétisées ;
- un cadre institutionnel approprié est proposé.

## **IV. PARTICIPANTS**

Sont conviés au Forum :

- des représentants des Institutions de la République ;
- les points focaux des Départements ministériels ;
- des représentants des Structures de Contrôle ;
- des représentants des Collectivités décentralisées ;
- des représentants des Confessions religieuses ;

- des représentants de la Société Civile ;
- des représentants du Secteur Privé ;
- des représentants des Partenaires Techniques et Financiers ;
- des personnes-ressources.

## **V. DATE ET LIEU**

Le Forum se déroulera les 23 et 24 janvier 2014 au Centre International de Conférences de Bamako (CICB).